

SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES
DE TOULON NORD EST

11B432

1923

N° 2759
@internet-DGFIP
Cachet du service

Formulaire obligatoire
payable de l'article 639
du Code général des impôts
Tél. 04.94.22.71.06 - Télécopie 04.94.22.71.73

30 DEC. 2010

CESSION DE DROITS SOCIAUX
NON CONSTATÉE PAR UN ACTE À DÉCLARER OBLIGATOIREMENT
(ART. 639, 653, 662-3° ET 726 DU CODE GÉNÉRAL DES IMPÔTS)

DATE DE LA CESSION			
1er Octobre 2010			
CÉDANT			
M. ☒ Mme ☐ Mlle ☐	CHIPAUX		(Patrick)
NOM DE NAISSANCE		PRÉNOMS	NOM DU CONJOINT
NAISSANCE DATE	1 9 0 6 1 9 5 4	DÉPARTEMENT	0 7 0 COMMUNE VESOUL
		(ou pays)	
M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐			
NOM DE NAISSANCE		PRÉNOMS	NOM DU CONJOINT
NAISSANCE DATE		DÉPARTEMENT	COMMUNE
		(ou pays)	
RÉGIME MATRIMONIAL			
SOCIÉTÉ FORME			
DÉNOMINATION			
N° SIREN			
CODE ACTIVITÉ			
ADRESSE OU SIÈGE N° 23 Voie (rue,) Bis, Place			
NOM DE LA VOIE du 8 Mai 45			
CODE POSTAL 3 2 1 3 0 COMMUNE SAMATAN			
ADRESSE DU SERVICE DES IMPÔTS dont dépend le cédant pour la déclaration de ses revenus ou bénéfices (1)			
SERVICE DES IMPOTS DES ENTREPRISES DE MARSEILLE 8 EME - 22 Rue Borda 13265 MARSEILLE CEDEX 20			
CESSIONNAIRE			
M. ☒ M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐	IPERRENEZ		(Martial)
NOM DE NAISSANCE		PRÉNOMS	NOM DU CONJOINT
NAISSANCE DATE	10 11 0 1 1 9 6 9	DÉPARTEMENT	0 7 5 COMMUNE PARIS 10 ème
		(ou pays)	
M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐			
NOM DE NAISSANCE		PRÉNOMS	NOM DU CONJOINT
NAISSANCE DATE		DÉPARTEMENT	COMMUNE
		(ou pays)	
RÉGIME MATRIMONIAL			
SOCIÉTÉ FORME			
DÉNOMINATION			
N° SIREN			
CODE ACTIVITÉ			
ADRESSE OU SIÈGE N° 69 Voie (rue,) Rue			
NOM DE LA VOIE GAMBETTA			
CODE POSTAL 18 3 5 0 0 COMMUNE LA SEYNE SUR MER			
DROITS SOCIAUX CÉDÉS			
FORME ET DÉSIGNATION DE LA SOCIÉTÉ SASU ADMI			
SIÈGE DE LA SOCIÉTÉ 1, Bld Onfroy - "Cap Prado" - 13265 MARSEILLE CEDEX 20			
N° SIREN DU PRINCIPAL ÉTABLISSEMENT 5 1 3 8 7 8 6 1 1			
SOCIÉTÉ À PRÉPONDERANCE IMMOBILIÈRE OUI ☐ NON ☒			
NATURE DES BIENS REPRÉSENTÉS PAR LES DROITS SOCIAUX CÉDÉS			
NOMBRE TOTAL DE DROITS SOCIAUX DE LA SOCIÉTÉ 110			
DATE DE LA RÉALISATION DÉFINITIVE DE L'APPORT DE CES BIENS À LA SOCIÉTÉ 10/07/2009			
NOMBRE ET NUMÉROS DES DROITS SOCIAUX CÉDÉS 110 actions - 1 à 10			
MOTIF D'EXONÉRATION OU DE NON-TAXATION DE LA PLUS-VALUE (2)			
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ			
NOM ET ADRESSE DU PRÉCÉDENT PROPRIÉTAIRE			
DATE ET NATURE DE LA MUTATION (3) 1er octobre 2010 Changement de Président			
PRIX D'ACQUISITION 1.000,00			
PRIX DE LA CESSION + CHARGES (ou valeur réelle si elle est supérieure) - ABATTEMENT			
1.000,00		1000,00 =	
Prix + charges	Abattement (4)	Base nette taxable	
CERTIFIÉ EXACT,			
À Marseille, LE 01/10/2010.			
SIGNATURES DU CÉDANT ET DU CESSIONNAIRE			
Renseignements à fournir obligatoirement (CGI Annexe II, art. 14 SJ). Uniquement pour les sociétés à prépondérance immobilière, cf. notice au verso (cadre 5). Indiquer la date du décès s'il s'agit d'un bien acquis à titre gratuit. Cf. notice au verso (cadre 2).			

- Cocher la case correspondant au mode de paiement choisi.
- Établir le chèque bancaire ou postal à l'ordre du **TRÉSOR PUBLIC** (sans autre indication).

☐	NUMÉRAIRE
☒	CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL
☐	VIREMENT DIRECT BANQUE DE FRANCE
☐	AUTRE

NOTICE EXPLICATIVE DE LA DÉCLARATION N° 2759

Cette déclaration doit être souscrite pour déclarer les cessions, à défaut d'acte les constatant

d'actions, de parts de fondateurs, de parts bénéficiaires des sociétés par actions négociées, ou non négociées, sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code,

de parts ou titres du capital, souscrits par les clients, des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs,

de parts sociales des sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions,

de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière.

1 - DÉPÔT

Dans le mois de la cession

au service des impôts des entreprises (SIE) dont dépend le domicile de l'une des parties contractantes

à la recette des non-résidents (10, rue du Centre TSA 50014 93465 Noisy-le-Grand cedex), si les deux parties résident à l'étranger

à titre exceptionnel, au service des impôts des entreprises (SIE) dont dépend le siège social de la société dont les titres sont cédés, pour les cessions d'actions réalisées au profit des administrateurs et des membres du conseil de surveillance de sociétés ou groupes de sociétés.

Cas particulier les cessions d'actions ou de parts qui confèrent à leur détenteur le droit de jouissance d'un anneau d'amarrage doivent être déclarées au service des impôts de la situation des biens.

2 - PRIX DE CESSION ET ABATTEMENT

Pour les cessions, autres que celles soumises au taux de 5%, de parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, le prix de cession (ou la valeur réelle si elle est supérieure) est diminué d'un abattement égal à

$$\frac{23000 \text{ euros} \times \text{nombre de parts cédées}}{\text{nombre total de parts sociales de la société}}$$

Exemple Monsieur Y vend 300 parts d'une société comprenant au total 1000 parts, pour un prix de 50000 euros.

L'abattement est égal à : $\frac{23000 \times 300}{1000} = 6900$ euros.

La base nette taxable s'élève donc à 50 000 - 6 900 = 43 100 €. L'arrondissement des bases et cotisations est effectué à l'euro le plus proche. Les bases inférieures à 0,50 € sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 € sont comptées pour un euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

3 - TARIFS

1° Le taux est fixé à 3% pour les cessions (autres que celles soumises au taux de 5%) d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires des sociétés par actions négociées, ou non négociées, sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code, et de parts ou titres du capital souscrits par les clients des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs.

Ce droit est plafonné à 5 000 euros par mutation.

2° Le taux est fixé à 3% pour les cessions (autres que celles soumises au taux de 5%) de parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions. Dans ce cas, il est appliqué un abattement (cf. cadre 2 ci-dessus).

3° Le taux est fixé à 5 % pour les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière.

Est à prépondérance immobilière, la personne morale dont les droits sociaux ne sont pas négociés sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code et dont l'actif est, ou a été au cours de l'année précédant la cession, principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers situés en France ou de participations dans des personnes morales dont les droits sociaux ne sont pas négociés sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code et elle-mêmes à prépondérance immobilière. Les organismes d'habitation à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte exerçant une activité de construction ou de gestion de logements sociaux ne sont pas considérés comme des personnes morales à prépondérance immobilière.

4 - LIQUIDATION DES DROITS

Elle est effectuée par l'administration. Les droits portant sur cette déclaration ne peuvent être inférieurs au minimum de perception prévu à l'article 674 du code général des impôts (25 euros).

5 - PLUS-VALUE (ne concerne que les sociétés à prépondérance immobilière)

Les cessions à titre onéreux des droits sociaux de sociétés, dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers, sont soumises au régime d'imposition des plus-values immobilières (article 150 UB du code général des impôts). Le cédant doit déposer, en double exemplaire, une déclaration de plus-value n° 2048-M-SD au service des impôts du domicile du vendeur (article 150 VG.I.4° du CGI). Si la déclaration n° 2759 est déposée au service des impôts du domicile de l'acquéreur, alors la déclaration n° 2048-M-SD est déposée, seule, au service des impôts du domicile du vendeur. Toutefois, aucune déclaration n° 2048-M-SD ne doit être déposée lorsque la plus-value est exonérée ou lorsque la cession ne donne pas lieu à une imposition. Il convient dans cette situation de préciser au recto, dans le cadre « Droits sociaux cédés », la nature et le fondement de l'exonération ou de l'absence de taxation.

Attention pour l'appréciation de la prépondérance immobilière, ne sont pas concernés les immeubles affectés par la société (dont les droits font l'objet de la cession) à sa propre exploitation industrielle, commerciale, agricole ou à son propre exercice d'une profession non commerciale.

6 - CHARTRE DU CONTRIBUABLE

La charte du contribuable relative aux relations entre l'administration fiscale et le contribuable, basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité, est disponible sur www.impots.gouv.fr ou dans votre service des impôts.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Déclaration n° <u>18712610</u>	PRISE EN RECETTE Droits <u>30 €</u>	PRISE EN CHARGE Droits _____
Valeur taxée. <u>15000</u>	Pénalités _____	Pénalités _____
Taux de l'impôt. <u>35%</u>	<u>FB002</u> Date <u>30/11/2010</u>	N° _____ Date _____